

Loi d'urgence agricole : la FNPF alerte sur les dangers d'un nouveau recul des règles de gestion de l'eau

La Fédération Nationale de la Pêche en France (FNPF) a adressé le 20 janvier un courrier au Premier ministre en réaction à ses récentes déclarations concernant une loi d'urgence agricole.

Cette interpellation fait suite à l'annonce par le gouvernement, le 13 janvier, de la présentation d'un texte au Conseil des ministres en mars visant notamment à **faciliter le stockage de l'eau**.

Une multiplication inquiétante des assouplissements réglementaires

Après deux lois adoptées en 2025 modifiant déjà les règles de gestion de l'eau pour certaines activités agricoles, cette nouvelle initiative suscite l'inquiétude du réseau associatif de la pêche de loisir, acteur de terrain confronté quotidiennement à la dégradation des milieux aquatiques.

Un constat alarmant sur l'état de nos cours d'eau

Malgré plus de 20 ans de mobilisation intense, moins de la moitié de nos rivières atteignent aujourd'hui le bon état écologique. Cette situation résulte de la présence de nombreuses substances chimiques, des pollutions diffuses notamment d'origine agricole, mais aussi de l'artificialisation des écosystèmes aquatiques.

Les conséquences sur la biodiversité sont dramatiques, en particulier pour les poissons migrateurs comme le saumon et l'anguille, menacés de disparition à court terme.

Pour une gestion équilibrée et durable de l'eau !

Ces constats plaident pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau, conciliant les différents usages et les besoins de la nature. Notre politique de l'eau devrait bénéficier d'un renforcement de ses moyens et d'une ambition renouvelée : **une gestion plus économe, responsable et collective de cette ressource vitale**.

La FNPF dénonce ainsi trois dérives majeures dans ce projet :

- La recentralisation des décisions au mépris de la gouvernance locale
- La remise en cause de règles communes pour certaines activités agricoles
- L'instrumentalisation de la politique de l'eau dans les négociations internationales autour des accords Mercosur

« Nous sommes sensibles à la situation des agriculteurs et solidaires de leur souhait de vivre et produire dignement. Mais nous ne pouvons accepter un modèle politique qui affaiblirait les normes environnementales indispensables à la santé publique, à la sécurité civile, à l'eau potable et à la préservation du vivant.

L'eau est notre bien commun le plus précieux. Il mérite plus d'ambition et une gouvernance responsable, pas des reculs dangereux. »

Claude Roustan, président de la FNPF